

Journal d' Afghanistan

N° 495 du 16.08 au 08.10.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Afghanistan" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_afghans.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire.

Tiré à part :

Tiré à part

IRIB : L'occupation durera jusqu'en 2024 ("Daily Telegraph")

IRIB : Le peuple américain réclame le retrait des forces américaines de l'Afghanistan.

IRIB : 76% des français sont contre la présence de leurs troupes en Afghanistan.

... le Pentagone prolonge

Afghanistan : dix ans, et après ?

Morice : Le rapport ignoré pendant cinq ans qui condamne un crime abominable.

1 Analyse & déclaration

2 Les forces en présence

3) Politique

Des occupants

a) Usa

Occupation de l'Afghanistan

La débâcle américaine.

Grande Bretagne

La méga-bourde du patron de l'antiterrorisme.

4 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

4-1 Vidéo : Quand Mahmoud Ahmadinejad parle de la vérité.

4-2 Vidéo : Mahmoud Ahmadinejad sur Euronews le 05 août 2011.

5 Les Brèves

5-1 Irak, Afghanistan: 30 Mds\$ gaspillés...

6 Dossiers

6-1 Michel Chossudovsky ::Gaz naturel, pétrole et lithium en Afghanistan: « la guerre en vaut la peine ».

6-2 Léon Camus : L'École des cadavres !

6-3 Guantanamo : Les dossiers

De Guantanamo à l'Irak, Dick Cheney ne regrette rien.

Tiré à part

IRIB : L'occupation durera jusqu'en 2024 ("Daily Telegraph")

L'administration américaine et le gouvernement afghan sont sur le point de signer un accord de partenariat stratégique, selon lequel, des milliers de soldats américains resteront, en Afghanistan, jusqu'en 2024. Cet accord permet, non seulement, aux formateurs américains, mais aussi, aux forces spéciales et à la force aérienne américaine, de rester, en Afghanistan. Dans le

même temps, un haut responsable américain, sous couvert de l'anonymat, a déclaré que cet accord entravera toute tentative visant à amener les résistants à la table des négociations.

20/08/2011

IRIB

IRIB : Le peuple américain réclame le retrait des forces américaines de l'Afghanistan.

Le dernier sondage effectué aux Etats-Unis révèle que le peuple américain est favorable au retrait de ses troupes de l'Afghanistan avant le délai fixé pour 2014. Et ce, alors que selon les derniers rapports parvenus, les Américains cherchent à signer un accord avec les autorités afghanes pour prolonger leur présence militaires dans ce pays au-delà de 2014. Selon le rapport de Press TV, d'après le sondage de l'Institut "Rasmussen Reports", peu d'Américains croient que le gouvernement a une définition claire de sa mission en Afghanistan. Seuls, 22% des sondés ont confiance dans le gouvernement, tandis que 59% réclament le retour immédiat des militaires aux Etats-Unis ou dans un délai d'un an. Selon un autre sondage effectué par le quotidien "Washington Post" et "IBS", deux tiers des Américains ont qualifié la guerre en Afghanistan d'inutile.

IRIB

21/08/2011

<http://french.irib.ir/info/international/item/137650-le-peuple-am%C3%A9ricain-r%C3%A9clame-le-retrait-des-forces-am%C3%A9ricaines-de-l%E2%80%99afghanistan>

IRIB : 76% des français sont contre la présence de leurs troupes en Afghanistan.

Selon un nouveau sondage effectué, 76% des Français sont contre la présence militaire de leur pays en Afghanistan. D'après un sondage effectué par l'IFOP, 76% des sondés sont contre la poursuite des opérations militaires françaises en Afghanistan. Toujours selon ce sondage, le taux d'opposition en 2009 était de 64%. Actuellement, 4.000 militaires français sont déployés sur le territoire afghan. Ce sondage s'effectue à un moment où le bilan des pertes françaises en Afghanistan s'est alourdi. Depuis le déploiement des forces militaires françaises en 2001 dans ce pays, 74 soldats français ont perdu leur vie. La France a annoncé avoir l'intention de retirer, conformément au calendrier américain, 25% de ses effectifs d'ici fin 2012 et le reste en 2014.

IRIB

24/08/2011 -

<http://french.irib.ir/info/international/item/138209-les-francais-dans-leur-majorite-sont-contre-la-presence-de-leur-troupe-en-afghanistan>

... le Pentagone prolonge

Afghanistan : dix ans, et après ?

Au lendemain du 11-Septembre, la « solidarité » avec les États-Unis joue à fond.

Un mois plus tard, l'aviation et la marine françaises participent aux opérations alliées dans la région. Et le 2 janvier 2002, les 600 premiers soldats français sont déployés en Afghanistan dans le cadre de la Force internationale d'assistance et de sécurité (Isaf), créée 15 jours plus tôt par la résolution 1386 de l'ONU. L'objectif est clair : chasser de Kaboul les résistants alliés à Al-Qaïda, dont le régime est balayé en quelques mois.

Mais l'attention se tourne bientôt vers l'Irak, où les Américains ouvrent un nouveau front en mars 2003 pour renverser le régime de Saddam Hussein. « C'est une intervention longue que la deuxième guerre d'Irak a compliquée », analyse aujourd'hui le ministre de la Défense, Gérard Longuet.

Au fil des mois, le conflit afghan sombre dans l'oubli. Et c'est en 2008, avec l'embuscade d'Uzbin (est de Kaboul), où dix militaires français sont tués le 18 août lors d'une opération mal préparée, que les Français prennent conscience que leurs soldats font la guerre à 6 000 km de chez eux.

Sur place, Nicolas Sarkozy demande aux militaires de poursuivre leur mission. Et le 22 septembre, le Parlement autorise la prolongation de l'intervention française. Dès lors, le dispositif français monte en puissance pour atteindre 4 000 soldats mi-2010, mais la comptabilité macabre s'accélère (lire ci-contre).

Mines artisanales, attentats, accrochages...

La liste s'allonge, notamment en Kapisa, où les Français sont confrontés à une forte opposition des résistants. Mi-août, après le mois le plus meurtrier pour les forces françaises, l'Elysée a estimé que les opérations traduisent « l'intensité de combats désespérés des insurgés ».

Les Français hostiles à la guerre

Plus présents sur le terrain pour sécuriser l'axe Vermont, la route qui relie Kaboul au nord du pays, les soldats français sont également plus exposés.

Le chef d'état-major des armées, l'amiral Edouard Guillaud, évoque pour sa part « un changement de stratégie des résistants ». Avec plus de kamikazes et d'engins explosifs artisanaux, qui font des dégâts dans les rangs de l'Isaf.

L'intensification des opérations des insurgés coïncide avec l'annonce cet été du retrait de 1 000 soldats français d'ici fin 2012, dans la foulée du retrait d'un tiers des forces américaines. Avant un retrait définitif fin 2014.

En dix ans, le conflit afghan a changé de nature. Les résistants qui harcèlent aujourd'hui les soldats de l'Otan veulent être en position de force pour reprendre le pouvoir après le départ de l'Isaf.

À l'approche de la présidentielle, l'intervention militaire, à laquelle 76 % des Français se déclarent désormais hostiles (sondage Ifop), devient un enjeu électoral. La gauche réclame un retrait accéléré, voire « immédiat », des troupes. La droite rappelle que Lionel Jospin était Premier ministre quand la décision de les engager a été prise et dénonce « l'irresponsabilité » du PS.

Les militaires, eux, veulent éviter un retrait précipité qui donnerait une impression de désordre, et réussir « la transition », le transfert de la responsabilité de la sécurité à l'armée et la police afghanes.

<http://www.vosgesmatin.fr/fr/loisirs/animaux/article/5630189/Afghanistan-dix-ans-et-apres.html>

Morice : Le rapport ignoré pendant cinq ans qui condamne un crime abominable.

Je vous l'ai dit à plusieurs reprises : on a commis des crimes de guerre et on a cherché à en masquer certains, en Irak comme en Afghanistan.

Aujourd'hui, l'une des pires exactions du genre vient d'être révélée. On sait aujourd'hui comment ça s'est passé. Et ce n'est certes pas à l'honneur de ceux qui ont pu faire ça. Il faudra qu'un jour la clique de Cheney, de Rumsfeld et de Bush rende compte de ses crimes de guerre, sinon de crimes contre l'humanité comme on peut aisément le faire pour les deux attaques sur Faludjah et l'emploi lors de ces assauts d'armes prohibées par l'ensemble des nations civilisées. Aujourd'hui, cinq ans après les faits, l'Irak elle-même, mise sous pression par les révélations de Wikileaks, vient de demander à réouvrir un dossier que l'on avait soigneusement enterré avec les victimes, dont cinq enfants en bas âge, abattus comme des animaux par des soldats US.

C'est l'envoyé de l'ONU, Philip Alston, venu enquêter sur de possibles crimes de guerre, qui vient de rédiger un mail à l'adresse de plusieurs journaux qui nous explique une nouvelle fois les faits. **Ils sont atroces.** Il était venu enquêter 12 jours à peine après les faits, mais on n'apprend qu'aujourd'hui ses conclusions, qui ont donc bien été étouffées depuis. Le 15 mars 2006, des soldats américains, en s'approchant d'une maison d'Ishaqi, tout près de Tikrit, appartenant à un fermier, Faiz Harat Al-Majmae, pris selon eux sous un tir, ont investi en trombe la maison et ont arrêté tous ses occupants, en les menottant, selon les témoignages recueillis, dont celui d'Ibraheem Hirat Khalaf, le propriétaire de la maison, qui avait tout vu, habitant à une centaine de mètres de là à peine. L'histoire en était resté là : on avait retrouvé de petits corps d'enfants, mais ils avaient été jugés comme étant les victimes collatérales du bombardement, placés donc dans la catégorie "peanuts" habituelle pour l'administration américaine : 11 morts de plus, dont on avait les identités exactes, cependant. Un journaliste, **Matthew Schofield** du journal **Knight Ridder** en avait dressé la liste précise, avec les âges. Un vieillard de 75 ans, Turkiya Muhammed Ali, cinq personnes de plus de vingt ans, Faiza Harat Khalaf, 30 ans, Faiz Harat Khalaf, 28 ans, Um Ahmad, 23 ans, Sumaya Abdulrazak, 22 ans et Aziz Khalil Jarmoot, 22 ans et cinq enfants de 6 mois à 5 ans : Hawra Harat Khalaf, 5 ans, Asma Yousef Maruf, 5 ans, Osama Yousef Maruf, 3 ans, Aisha Harat Khalaf, 3 ans et Husam Harat Khalaf, un bébé de 6 mois. Selon le témoin de la scène, après les coups de feu, les hélicoptères avaient tiré six missiles sur la maison pour la réduire en morceaux.

On en serait resté là, si Alston n'avait pas enquêté plus loin sur cet étrange bombardement après des arrestations d'enfants et d'adultes. Ce qu'il allait découvrir et resurgir cinq ans après les faits était innommable. En recueillant notamment les dires du Lt. Col. Farooq Hussain, de la police irakienne, qui lui avait confirmé l'horreur. Ce dernier lui a en effet révélé que toutes les victimes avaient bien été menottées (les adultes) mais qu'elles avaient toutes été tuées chacune d'une balle dans la tête. Un journaliste de Reuters, Amer Amery, lui ayant confirmé que *"l'autopsie avait été effectuée à l'hôpital de Tikrit et qu'elle avait trouvé que toutes les victimes avaient des blessures par balles à la tête"*. Les corps, retrouvés les mains liées, *"avaient été jetés dans une pièce avant que la maison ne soit détruite"*, avait déclaré Hussain. *"La police avait même retrouvé les cartouches employées par les soldats US dans les décombres."* On est en face de la révélation d'un crime de guerre manifeste, révélé aujourd'hui cinq ans après les faits, bien que dès le mois de mars 2006, cette histoire avait été décrite telle quelle lors d'une émission de radio aux USA, faite par le mouvement **Democracy Now**. Cinq ans que l'on savait, et cinq ans que les médias US s'étaient tus. Alors que l'on disposait également d'un reportage filmé et de photos de l'événement ! Et même de deux reportages ! Le 2 juin 2006, la BBC avait diffusé une deuxième prise vidéo du massacre, qui selon elle, mettait déjà en cause la version officielle : y était

rappelé au passage le **massacre d'Haditha**, qui avait fait, rappelons-le **24 victimes**. Cette fois-ci, il y en avait 11, dont cinq enfants. La BBC mettait déjà en cause le fait que la maison se serait effondrée à la suite d'un échange de tir nourri, la première version donnée par les américains de l'événement. En 2006, pourtant, la presse **avait bien relaté les faits**.

Même le Figaro **en avait fait part**, et de façon fort correcte : *"Un nouveau scandale guette l'armée américaine. Après les révélations sur le massacre d'Haditha, la BBC diffuse depuis jeudi soir les images de onze cadavres, adultes et enfants, tués dans le village d'Ishaqi, situé à 100 kilomètres au nord de Bagdad. Selon la police irakienne, ils auraient été délibérément abattus par les troupes américaines le 15 mars. Toujours selon la chaîne britannique, qui cite un porte-parole des forces américaines en Irak, Washington a ouvert une enquête. La BBC affirme avoir reçu cette vidéo d'un groupe sunnite opposé à la présence des forces américaines en Irak et estime que ces images contredisent la version officielle des événements, élaborée par les Etats-Unis. Selon les représentants des forces américaines en Irak en poste au moment des faits, quatre civils irakiens seraient morts après une fusillade impliquant des soldats américains qui recherchaient un militant d'al-Qaida signalé dans une maison d'Ishaqi. Selon les militaires américains, ces civils seraient morts dans l'écroulement de leur maison, sous l'effet de la fusillade. Dans cette version officielle des faits, les victimes sont un militant présumé d'al-Qaida, deux femmes et un enfant. Mais selon un rapport de la police irakienne cité par la BBC, les troupes américaines auraient délibérément tué onze personnes dans cette maison, dont cinq enfants et quatre femmes, avant de faire exploser le bâtiment. Sur les images diffusées par la chaîne, on aperçoit plusieurs corps, dont ceux de trois enfants. L'un d'entre eux est couvert de sang. Pour la BBC, les images montrent clairement que les adultes et les enfants ont été tués par balles".* Pourquoi donc ce texte, très précis, était-il tombé dans l'oubli depuis 2006 C'est encore un des télégrammes interceptés par Wikileaks qui a rappelé aux irakiens les faits. Mais la BBC n'avait pas plus été écoutée que les autres. La raison ? Les sources qu'elle avait utilisées : "la bande vidéo obtenue par la BBC montre un nombre d'adultes et d'enfants morts sur le site avec ce que notre rédacteur en chef des affaires extérieures, John Simpson, affirme être clairement des blessures par balles. Les photos proviennent d'un groupe extrémiste sunnite opposée aux forces de la coalition". Planait sur le document le spectre de la fabrication : en fait il était brut de décoffrage et nullement retouché. Le bombardement de la maison avait donc été décidé pour camoufler les crimes. Pourquoi ne l'apprend-t-on qu'aujourd'hui ? L'enquêteur de l'ONU nous a donné depuis sa version : selon lui, a-t-il déclaré dans un courriel adressé à une chaîne de journaux, c'est "le fait que le système complexe de communications qui est en place à l'ONU empêche le Human Rights Council d'assurer le suivi lorsque des États ignorent les questions soulevées avec eux." Les Etats-Unis, qui savaient douze jours après qu'ils avaient commis un atroce crime de guerre, auront réussi à le cacher cinq ans, en en empêchant sa divulgation. En plus du premier crime, il en a bien un second, celui d'avoir tout fait pour qu'on l'ignore.

Exactement comme en Afghanistan, avec le cas **Steven Dale Green** qui avait assassiné la petite Abeer Qassim Al-Janabi et toute sa famille, ou en Afghanistan, **à Kunduz, notamment**, où on a massacré en masse en offrant après quelques **dollars en compensation**. On attend toujours qu'un tribunal pénal international se décide à juger les véritables **responsables de ces crimes** abominables. Ce n'est pas tout de mettre la main sur le cœur, encore faut-il assumer ne pas savoir s'en servir (*).

PS : Je m'étais toujours jusqu'ici promis de ne pas mettre des photos de cadavres dans mes articles afin de ne pas provoquer une compassion déplacée. Cette fois-ci, je vous l'avoue, la coupe est pleine, et c'est un homme révolté qui revient sur ce qu'il avait pu décider jadis : cette fois, trop, c'est trop !

(*) à ce propos, il y en a un au moins qui commence à se **poser des questions sur son sort**

[morice](#)

5 septembre

[Tribune Libre](#)

a) Résistance :

Paroles & action des résistants

L'intensité des combats a régulièrement augmenté depuis fin 2001, les résistants étant en mesure peu à peu de relancer leurs attaques contre les forces occidentales.

AFP
09-08

2 Les forces en présence

France

Pour Gérard Longuet, les militaires ont encore à faire en Afghanistan.

Si le retrait des troupes françaises est envisagé, il reste toutefois un nœud autour de la région de Tagab, a indiqué le ministre de la Défense.

Le ministre de la Défense, Gérard Longuet, a estimé mardi 23 août que ceux qui dans l'opposition réclament un retrait rapide des troupes françaises d'Afghanistan méconnaissent la réalité de la situation. Interrogé sur [France Inter](#) sur les propos de ceux qui estiment que les militaires français "n'ont plus rien à faire en Afghanistan", Gérard Longuet a affirmé : "**C'est totalement faux**, c'est méconnaître la réalité".

Les fouilles et les contrôles se poursuivent

"Pourquoi avons-nous eu ces difficultés cet été dans la zone de Tagab, en Kapisa [dans l'est, *NDLR*] ?

Parce que nous avons décidé d'empêcher le regroupement d'armes et d'hommes qui pourraient à un moment ou un autre [...], pour le gouvernement afghan, constituer une **véritable menace**", a-t-il expliqué.

"Donc, nous avons poursuivi les fouilles, les contrôles, la dislocation des stocks d'armes, des petits groupes armés, et cela est un préalable absolu", a poursuivi le ministre de la Défense.

"Est-ce suffisant ? La réponse est non. Il y a un aspect économique, de société, de politique, mais le préalable c'est qu'une petite minorité - on estime en gros qu'il y a **20.000 résistants sur 26 millions d'Afghans** - et bien ces 20.000 doivent être dissuadés", a-t-il souligné.

La région de Tagab reste à maîtriser

"Tant qu'ils ne seront pas dissuadés, le recours à des processus normaux en politique est à peu près impossible", a estimé Gérard Longuet.

Selon le ministre, "il y aura retrait" de troupes françaises, "comme l'a évoqué le président de la République, parce que nous avons maîtrisé la situation dans l'un des deux secteurs géographiques, le district de Surobi. Dans la province de Kapisa, il nous reste un nœud dur qui est l'ensemble de la région de Tagab", a-t-il noté.

Environ **4.000 soldats français sont déployés** en Afghanistan. Vingt-deux d'entre eux sont morts dans ce pays depuis début 2011, dont sept pour la seule semaine du 14 juillet. Au total 74 sont morts depuis fin 2001.

La vidéo de l'intervention du ministre sur France Inter :

Le Nouvel Observateur –

AFP

<http://tempsreel.nouvelobs.com//actualite/monde/20110823.OBS8971/pour-gerard-longuet-les-militaires-ont-encore-a-faire-en-afghanistan.html>

3) Politique

Des occupants

a) Usa

Occupation de l'Afghanistan

La débâcle américaine.

AFP : Irak, Afghanistan: 30 Mds\$ gaspillés

Une gestion hasardeuse des contrats passés par le Pentagone dans le cadre des conflits en Irak et en Afghanistan, avec les sociétés de sécurité privées par exemple, a entraîné un gaspillage de 30 milliards de dollars, affirme une commission d'enquête du Congrès américain. En outre, ces erreurs de gestion ont miné l'image des États-Unis à l'étranger et encouragé la

corruption dans ces deux pays, indique la commission sur les contrats en temps de guerre, où figurent des républicains comme des démocrates, qui remettra un rapport sur la question mercredi au Congrès.

"Des dizaines de milliards de dollars du contribuable ont été gaspillés en raison d'un manque de planification, de demandes imprécises et fluctuantes, de mises en concurrence inadaptées, de critères insuffisants de contrôle et de surveillance", indiquent les deux coprésidents de la commission, Christopher Shays et Michael Thibault, dans une tribune publiée dimanche dans le Washington Post. Les deux hommes évoquent également des problèmes de coordination entre les nombreuses agences gouvernementales américaines mais aussi les comportements fautifs ou négligents d'employés fédéraux comme des contractants. "Le gouvernement et les contractants doivent faire mieux", disent-ils.

L'armée américaine s'est énormément appuyée sur les contractants tiers, en particulier les sociétés de sécurité privées, au cours de la dernière décennie. "Les Etats-Unis dépendent trop des contractants", estiment MM. Shays et Thibault, prévenant que 30 autres milliards de dollars, voire plus, pourraient être gaspillés si les gouvernements afghan et irakien "ne sont pas capables ou ne veulent pas soutenir les projets financés par des fonds américains après la fin de nos interventions".

AFP

29/08/2011

Grande Bretagne

La méga-bourde du patron de l'antiterrorisme.

Consacrée à l'Afghanistan, cette note dactylographiée confirme la satisfaction du gouvernement britannique face au futur départ de Hamid Karzaï.

Un retrait jugé "très important. Cela améliore les perspectives politiques de l'Afghanistan très sensiblement. Nous devrions nous réjouir de l'annonce de Karzaï en public et en privé", précise la note. Hamid Karzaï avait accédé à la présidence afghane en 2001 avec le soutien des Etats-Unis. Réélu en 2009 après un scrutin marqué par des fraudes massives en sa faveur, il a annoncé le 11 août dernier qu'il ne se représenterait pas une troisième fois au poste de président à la fin de son mandat actuel en 2014.

La Constitution afghane interdit par ailleurs de briguer trois mandats successifs.

Une tactique du gouvernement ?

Les relations entre le gouvernement britannique et Hamid Karzaï ont toujours été compliquées. D'après des documents révélés par Wikileaks, le président afghan avait tenu les Britanniques pour responsables de l'instabilité dans la province du Helmand, au sud du pays, où sont implantés la majorité de leurs troupes.

Autre point soulevé dans la note : le système bancaire de l'Afghanistan.

Le document "*protégé*" évoque les craintes du gouvernement britannique concernant de possibles détournements de fonds de l'aide étrangère. Du côté du ministère du Développement international, on affirme qu'il s'agissait de documents «*de routine*». "*Ils auraient été classés 'restreints' ou 'confidentiels' s'ils avaient contenu des informations sensibles*", a-t-on précisé au *Guardian*.

Ce n'est pas la première fois qu'un ministre de la Couronne britannique se fait avoir par une photo prise d'un peu trop près (voir notre adresse).

Selon un observateur du Foreign Office, cité par *Le Figaro*, il pourrait même s'agir d'une tactique du gouvernement pour faire fuiter les informations.

Publié le 09/04/2009

<http://lci.tf1.fr/monde/europe/afghanistan-londres-se-rejouit-du-futur-depart-de-karzaï-6671406.html>

4 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

4-1 Vidéo : Quand Mahmoud Ahmadinejad parle de la vérité

<http://www.youtube.com/watch?v=9UML1NWiqXE&NR=1>

4-2 Vidéo : Mahmoud Ahmadinejad sur Euronews le 05 août 2011

http://www.youtube.com/watch?v=qx9pdPk_G9c&NR=1

5 Les Brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage certaines analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

5-1 Irak, Afghanistan: 30 Mds\$ gaspillés...

Une gestion hasardeuse des contrats passés par le Pentagone dans le cadre des conflits en Irak et en Afghanistan, avec les sociétés de sécurité privées par exemple, a entraîné un gaspillage de 30 milliards de dollars, affirme une commission d'enquête du Congrès américain. En outre, ces erreurs de gestion ont

miné l'image des États-Unis à l'étranger et encouragé la corruption dans ces deux pays, indique la commission sur les contrats en temps de guerre, où figurent des républicains comme des démocrates, qui remettra un rapport sur la question mercredi au Congrès.

"Des dizaines de milliards de dollars du contribuable ont été gaspillés en raison d'un manque de planification, de demandes imprécises et fluctuantes, de mises en concurrence inadaptées, de critères insuffisants de contrôle et de surveillance", indiquent les deux coprésidents de la commission, Christopher Shays et Michael Thibault, dans une tribune publiée dimanche dans le Washington Post. Les deux hommes évoquent également des problèmes de coordination entre les nombreuses agences gouvernementales américaines mais aussi les comportements fautifs ou négligents d'employés fédéraux comme des contractants. "Le gouvernement et les contractants doivent faire mieux", disent-ils. L'armée américaine s'est énormément appuyée sur les contractants tiers, en particulier les sociétés de sécurité privées, au cours de la dernière décennie. "Les États-Unis dépendent trop des contractants", estiment MM. Shays et Thibault, prévenant que 30 autres milliards de dollars, voire plus, pourraient être gaspillés si les gouvernements afghan et irakien "ne sont pas capables ou ne veulent pas soutenir les projets financés par des fonds américains après la fin de nos interventions".

29/08

AFP

6 Dossiers

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

6-1 Michel Chossudovsky : [Gaz naturel, pétrole et lithium en Afghanistan: « la guerre en vaut la peine ».](#)

La guerre contre l'Afghanistan est une « guerre de ressources » à but lucratif

Le bombardement et l'invasion de l'Afghanistan en 2001 ont été présentés à l'opinion publique mondiale comme une « guerre juste », une guerre contre les résistants et Al-Qaida, une guerre pour éliminer le « terrorisme islamique » et établir une démocratie à l'occidentale.

Les dimensions économiques de la « guerre mondiale au terrorisme » (GMAT) sont rarement mentionnées et la « campagne de contre-terrorisme » post-11 septembre a servi à occulter les objectifs réels de la guerre des États-Unis et de l'OTAN.

La guerre contre l'Afghanistan relève d'un programme à but lucratif : c'est une guerre de conquête économique et de pillage, une « guerre de ressources ».

Même si l'Afghanistan est reconnu comme **un foyer stratégique en Asie centrale**, aux frontières de l'ex-Union Soviétique, de la Chine et de l'Iran, **au carrefour de routes de pipelines et d'importantes réserves de pétrole et de gaz naturel, son énorme richesse minière ainsi que ses réserves de gaz naturel inexploitées** sont demeurées totalement inconnues du public étasunien jusqu'en juin 2010.

Selon un rapport conjoint du Pentagone, de l'US Geological Survey (USGS) et de l'USAID, on dit maintenant de l'Afghanistan qu'il possède des réserves minières inexploitées et « jusqu'alors méconnues », estimées péremptoirement à **un billion de dollars**. (New York Times, [U.S. Identifies Vast Mineral Riches in Afghanistan - NYTimes.com](#), 14 juin 2010. Voir aussi BBC, 14 juin 2010).

« **Les gisements jusqu'alors méconnus, dont de gigantesques filons de fer, de cuivre, de cobalt, d'or et de métaux industriels cruciaux comme le lithium, sont si grands et contiennent tant de minéraux essentiels à l'industrie moderne** que les représentants étasuniens croient que l'Afghanistan pourrait éventuellement être transformé en un des plus importants centres miniers du monde.

Un mémo interne du Pentagone mentionne par exemple que l'Afghanistan pourrait devenir « **l'Arabie Saoudite du lithium** », une matière première clé dans la fabrication de piles pour les ordinateurs portables et les BlackBerrys.

La vaste étendue de ces richesses minérales en Afghanistan a été découverte par une petite équipe de représentants du Pentagone et de géologues étasuniens. Le gouvernement afghan et le président Hamid Karzaï en ont été informés récemment, ont affirmé des officiels étasuniens

Bien que le développement d'une industrie minière puisse prendre de nombreuses années, le potentiel est si grand que des représentants et des dirigeants de cette industrie croient que cela pourrait attirer de gros investissements avant même que les mines soient profitables, en offrant des emplois qui pourraient distraire une population en guerre depuis des générations.

« Il existe ici un potentiel sensationnel », a affirmé le général David H. Petraeus, commandant de l'United States Central Command [...] « Il y a beaucoup de « si », bien sûr, mais je crois que cela est potentiellement très important »

La valeur des gisements miniers nouvellement découverts minimise la taille de l'actuelle économie afghane, dilapidée par la guerre et largement basée sur la production d'opium et le trafic de narcotiques, ainsi que sur l'aide des États-Unis et d'autres pays industrialisés. Le produit intérieur brut de l'Afghanistan est seulement d'environ 12 milliards de dollars.

« Cela deviendra l'armature de l'économie afghane », a déclaré Jalil Jumriany, un conseiller du ministre afghan des Mines. (New York Times, op. cit.)

Selon le New York Times, l'Afghanistan pourrait devenir « l'Arabie Saoudite du lithium ». « **Le lithium est une ressource de plus en plus cruciale**, utilisée dans les piles de toutes sortes, des téléphones mobiles aux ordinateurs portables, et joue un rôle clé dans l'avenir de la voiture électrique ». À l'heure actuelle, le Chili, l'Australie, la Chine et l'Argentine sont les principaux fournisseurs de lithium sur le marché mondial. La Bolivie et le Chili sont les pays possédant les plus grandes réserves connues de lithium. « Le Pentagone effectue des levés au sol à l'ouest de l'Afghanistan. » Les représentants du Pentagone ont affirmé que leur analyse initiale à un emplacement dans la province de Ghazni a démontré un potentiel de gisements de lithium aussi grands que ceux de la Bolivie » ([U.S. Identifies Vast Mineral Riches in Afghanistan - NYTimes.com](#), 14 juin, 2010, voir aussi [Lithium - Wikipedia, l'encyclopédie libre](#))

« **Gisements de minéraux jusqu'alors méconnus** » en Afghanistan

L'« estimation » des « gisements jusqu'alors méconnus » à près d'un billion de dollars par le Pentagone est un écran de fumée utile. Le montant d'un billion avancé par le Pentagone est davantage forgé qu'estimé : « Nous savions ce qu'il y avait là, nous y avons jeté un coup d'œil et demandé ce que cela vaudrait aujourd'hui en termes monétaires. **Le montant d'un billion semblait** digne d'être signalé dans les nouvelles. » (The Sunday Times, Londres, 15 juin 2010, c'est l'auteur qui souligne)

De plus, les résultats d'une étude de l'USGS (cités dans le mémo du Pentagone) sur les richesses minières de l'Afghanistan ont été révélées il y a trois ans à une conférence organisée en 2007 par la Chambre de commerce américano-afghane. Toutefois, la question de ces richesses minières n'était pas considérée digne d'être signalée à la presse à l'époque.

Que l'administration étasunienne reconnaisse qu'elle a seulement pris connaissance des vastes richesses minières du pays après la publication du rapport de 2007 de l'USGS constitue une esquivage flagrante. Les richesses minières et les ressources énergétiques de l'Afghanistan (incluant le gaz naturel) étaient connues à la fois des élites des milieux d'affaires et du gouvernement étasuniens avant la guerre soviéto-afghane (1979-1988).

Des études géologiques menées par l'Union Soviétique dans les années 1970 et au début des années 1980 confirment l'existence **de vastes réserves de cuivre** (parmi les plus grande de l'Eurasie), **de fer, de minerai à haute teneur en chrome, d'uranium, de béryl, de baryte, de plomb, de zinc, de fluorine, de bauxite, de lithium, de tantalé, d'émeraude, d'or et d'argent** (Afghanistan, Mining Annual Review, The Mining Journal, juin, 1984). Ces études suggèrent que la valeur actuelle de ces réserves pourrait en effet être considérablement plus élevée que l'« estimation » d'un billion de dollars annoncée par l'étude du Pentagone, de l'USGS et de l'USAID.

Plus récemment, dans un rapport de 2002, le Kremlin a confirmé ce qui était déjà connu : « Ce n'est pas un secret que l'Afghanistan possède de riches réserves, particulièrement du cuivre au gisement d'Aynak, du minerai de fer à Khojagek, de l'uranium, du minerai polymétallique, du pétrole et du gaz » (RIA Novosti, 6 janvier 2002):

« L'Afghanistan n'a jamais été la colonie de quiconque : aucun étranger n'a jamais « creusé » ici avant 1950. Les minéraux se trouvent dans les montagnes de l'Hindu Kush, s'étendant, avec leurs contreforts, sur une vaste zone en Afghanistan. Dans les 40 dernières années, **plusieurs douzaines de gisements ont été découverts dans le pays et la majorité de ces découvertes ont été sensationnelles. Elles sont toutefois demeurées secrètes, mais certains faits ont tout de même été rendus publics récemment.**

Il se trouve que l'Afghanistan possède des réserves de métaux ferreux et non-ferreux, et de pierres précieuses qui, si elles étaient exploitées, pourraient possiblement même remplacer les revenus de l'industrie de la drogue. On dit du gisement de cuivre d'Aynak au sud de la province d'Helmand qu'il est le plus grand du continent eurasiatique et son emplacement (à 40 km de Kaboul) rend son exploitation bon marché. Le gisement de minerai de fer à Hajigak, dans la province centrale de Bamian, offre pour sa part du minerai d'une très grande qualité et dont les réserves sont estimées à 500 000 tonnes. Un gisement de charbon a également été découvert non loin de là.

On dit de l'Afghanistan qu'il est un pays de transit pour le pétrole et le gaz. Toutefois, peu de gens savent que les spécialistes soviétiques y ont découvert d'énormes réserves de gaz dans les années 1960 et ont construit le premier gazoduc du pays pour approvisionner l'Ouzbékistan. À l'époque, l'Union Soviétique recevait annuellement 2,5 billion de mètres cube de gaz afghan. Durant cette même période, on a découvert d'importants gisements d'or, de fluorine, de baryte et de marbre onyx d'une composition très rare.

Cependant, les gisements pegmatitiques découverts à l'est de Kaboul sont véritablement sensationnels. Des gisements de rubis, de béryllium, d'émeraude, de kunzite et d'hiddénite que l'on ne trouve nulle part ailleurs s'étendent sur des centaines de kilomètres. Par ailleurs, les pierres contenant les métaux rares que sont le béryllium, le thorium, le lithium et le tantalé sont d'une importance stratégique (on les utilise dans la fabrication d'aéronefs et d'astronefs).

La guerre en vaut la peine (Olga Borisova, "Afghanistan - the Emerald Country", Karavan, Almaty, original en russe, traduit par BBC News Services, 26 avril 2002. p. 10, c'est l'auteur qui souligne.)

Alors qu'on a nourri l'opinion publique d'images d'un pays en développement déchiré par la guerre et sans ressources, la réalité est tout autre : l'Afghanistan est un pays riche tel que le confirment les études géologiques de l'ère soviétique.

La question des « gisements jusqu'alors méconnus » perpétue un mensonge. La grande richesse minérale est exclue d'un *casus belli* justifiable. Cet énoncé affirme que le Pentagone a seulement appris récemment que l'Afghanistan faisait partie des pays les plus riches en ressources minérales et qu'il est comparable à la République démocratique du Congo ou l'ex-Zaïre du temps de Mobutu. Les rapports géopolitiques soviétiques étaient connus. Durant la guerre froide, toute cette information était avouée dans les moindres détails :

[...] Lors de l'exploration soviétique à grande échelle, **de superbes cartes géologiques ont été produites ainsi que des rapports dressant la liste de plus de 1400 affleurements minéraux et d'environ 70 gisements commercialement viables** [...] L'Union Soviétique a par la suite consacré plus de 650 millions de dollars à l'exploration et au développement de ressources en Afghanistan avec des projets incluant une raffinerie de pétrole capable de produire un demi million de tonnes

annuellement, ainsi qu'un complexe métallurgique pour le gisement d'Aynak, lequel devait produire 1,5 millions de tonnes de cuivre par an. Dans la foulée du retrait des Soviétiques, une analyse subséquente de la Banque mondiale projetait que la production de cuivre d'Aynak pourrait éventuellement absorber annuellement à elle seule jusqu'à 2 % du marché mondial. Le pays jouit par ailleurs d'énormes gisements de charbon, dont l'un d'eux, le gisement de fer d'Hajigak dans la chaîne de montagnes de l'Hindu Kush à l'ouest de Kaboul, est jugé comme étant l'un des plus grands gisements à teneur élevée au monde. (John C. K. Daly, Analysis: Afghanistan's untapped energy, UPI Energy, 24 octobre 2008, c'est l'auteur qui souligne)

Le gaz naturel afghan

L'Afghanistan est un pont terrestre. L'invasion et l'occupation de l'Afghanistan menée par les États-Unis en 2001 a été analysée par des critiques de la politique étrangère étasunienne comme un moyen de sécuriser le couloir de transport stratégique transafghan, liant le bassin de la mer Caspienne et la mer d'Oman.

Plusieurs projets de pipelines et de gazoducs transafghans ont été envisagés, dont le projet de pipeline TAPI (Turkménistan, Afghanistan, Pakistan, Inde) de 1900 km et d'une valeur de 8 milliards de dollars, lequel transporterait le gaz naturel turkmène par l'Afghanistan dans ce que l'on a décrit comme un « couloir de transit crucial ». (Voir Gary Olson, Afghanistan has never been the 'good and necessary' war; it's about control of oil, The Morning Call, 1^{er} octobre, 2009). L'escalade militaire dans le cadre de la guerre étendue d'« Afpak » est liée au TAPI. Le Turkménistan possède la troisième plus grande réserve de gaz naturel après la Russie et l'Iran. Le contrôle stratégique des voies de transport sortant du Turkménistan fait partie des plans de Washington depuis l'effondrement de l'Union Soviétique en 1991.

Cependant, on a rarement considéré dans la géopolitique des pipelines que l'Afghanistan est non seulement voisin de pays riches en pétrole et en gaz naturel, (par exemple le Turkménistan), mais qu'il possède aussi sur son territoire d'assez grandes réserves inexploitées de gaz naturel, de charbon et de pétrole. Dans les années 1970, les Soviétiques évaluaient « les réserves gazières afghanes "explorées" (confirmées ou probables) à environ 5 billions de pieds cube. Les réserves initiales d'Hodja-Gugerdag étaient évaluées à un peu moins de 2 billions de pieds cube » (Voir, The Soviet Union to retain influence in Afghanistan, Oil & Gas Journal, 2 mai, 1988).

L'Agence d'Information sur l'Énergie (Energy Information Administration ou EIA) a reconnu en 2008 que les réserves de gaz naturel d'Afghanistan sont « substantielles » :

« Puisque le nord de l'Afghanistan est "une extension du sud du bassin centrasiatique très fécond d'Amu Darya, susceptible de contenir du gaz naturel", l'Afghanistan possède des réserves de gaz naturel confirmées et probables d'environ 5 billions de pieds cube. » (UPI, John C.K. Daly, Analysis: Afghanistan's untapped energy, 24 octobre, 2008)

Dès le début de la guerre soviéto-afghane en 1979, l'objectif de Washington a été de conserver un point d'ancrage géopolitique en Asie centrale.

Le trafic de drogue du Croissant d'or

La guerre clandestine des États-Unis, à savoir son soutien aux moudjahidines, « combattants de la liberté » (alias Al Qaida), était également destinée au développement du trafic des opiacés du Croissant d'or, utilisé par les services de renseignement étasuniens afin de financer l'insurrection contre les Soviétiques [1].

Instauré au début de la guerre soviéto-afghane et protégé par la CIA, le trafic de drogue est devenu au fil des ans une entreprise extrêmement lucrative de plusieurs milliards de dollars. Il s'agissait de la pierre angulaire de la guerre clandestine étasunienne dans les années 1980. Aujourd'hui, sous l'occupation militaire des États-Unis et de l'OTAN, le trafic de drogue génère des revenus monétaires de plus de 200 milliards de dollars dans les marchés occidentaux. (Voir Michel Chossudovsky, America's War on Terrorism, Global Research, Montreal, 2005, voir aussi Michel Chossudovsky, [Heroin is "Good for Your Health": Occupation Forces support Afghan Narcotics Trade](#), Global Research, 29 avril 2007)

Vers une économie de pillage

En chœur, les médias étasuniens ont confirmé que la « récente découverte » des richesses minérales afghanes constitue « une solution » au développement de l'économie du pays, décimée par la guerre, ainsi qu'un moyen d'éliminer la pauvreté.

L'invasion des États-Unis et de l'OTAN en 2001 ainsi que l'occupation, ont préparé le terrain pour l'appropriation de ces richesses par les conglomérats miniers et énergétiques occidentaux.

La guerre contre l'Afghanistan est une « guerre de ressources » à but lucratif

Sous l'occupation des États-Unis et des alliés, cette richesse minérale est vouée à être pillée par une poignée de conglomérats miniers multinationaux une fois que le pays sera pacifié. Selon les écrits d'Olga Borisova suivant l'invasion d'octobre 2001, « la guerre contre le terrorisme », menée par les États-Unis, « [sera transformée] en politique coloniale influençant un pays formidablement riche ». (Borisova, op cit).

Une partie du plan des États-Unis et de l'OTAN est également de prendre tôt ou tard possession des réserves de gaz naturel de l'Afghanistan, ainsi que de prévenir le développement des intérêts énergétiques russes, iraniens et chinois dans le pays.

Note

1. Le trafic des opiacés du Croissant d'or constitue à l'heure actuelle la pièce maîtresse de l'économie d'exportation de l'Afghanistan. Le trafic d'héroïne, institué au début de la guerre soviéto-afghane en 1979 et protégé par la CIA, génère des revenus monétaires dépassant les 200 milliards de dollars par an dans les marchés occidentaux. Depuis l'invasion de 2001, la production de narcotiques en Afghanistan s'est accrue de plus de 35 fois. En 2009, la production d'opium se chiffrait à 6900 tonnes, comparativement à moins de 200 tonnes en 2001. À cet égard, les revenus de plusieurs milliards de dollars résultant de la production afghane d'opium sont générés en grande partie à l'extérieur du pays. D'après les données des Nations Unies, les revenus du trafic de drogue revenant à l'économie locale sont de l'ordre de 2 à 3 milliards annuellement, comparativement aux ventes mondiales d'héroïne provenant du trafic d'opiacés afghans, lesquelles dépassent 200 milliards. (Voir Michel Chossudovsky, America's War on Terrorism", Global Research, Montréal, 2005)

Titre original: Les vastes réserves afghanes de gaz naturel et de pétrole : « la guerre en vaut la peine »

Article original en anglais, ["The War is Worth Waging": Afghanistan's Vast Reserves of Minerals and Natural Gas, The War on Afghanistan is a Profit driven "Resource War"](#) publié le 16 juin 2010.

Traduction par Julie Lévesque pour [Mondialisation.ca](#).

Michel Chossudovsky est directeur du Centre de recherche sur la mondialisation et professeur d'économie à l'Université d'Ottawa. Il est l'auteur de [Guerre et mondialisation, La vérité derrière le 11 septembre](#) et de la [Mondialisation de la pauvreté et nouvel ordre mondial](#) (best-seller international publié en 12 langues).

Articles liés: [U.S. Identifies Vast Riches of Minerals in Afghanistan](#)

[Petraeus signals escalation of US military violence in Afghanistan](#)

Url de cet article: <http://www.internationalnews.fr/article-gaz-naturel-petrole-et-lithium-en-afghanistan-la-guerre-en-vaut-la-peine-par-michel-chossudovsky-53195561.html>

Internationalnews

[Mondialisation.ca](#), Le 24 juin 2010

Original : ["The War is Worth Waging": Afghanistan's Vast Reserves of Minerals and Natural Gas, The War on Afghanistan is a Profit driven "Resource War"](#)

6-2 Léon Camus : L'École des cadavres !

La France fête dans l'indifférence son 63e soldat tombé au champ du déshonneur national et annonce un retrait à petit vitesse de ses hommes à la remorque des Américains, avec en toile de fond une passation de pouvoir à des troupes afghanes improbables, un attentat spectaculaire au cœur de la zone verte de Kaboul contre l'hôtel Intercontinental...

Dans ce théâtre de fin du monde le Président Obama claironne sa victoire sur les forces du mal !

Obama vient d'annoncer avec fracas le retrait d'Afghanistan d'un premier contingent de 5000 GI's (sur cent mille) au moment même où certaines velléités de négociations avec les Résistants(1) reviennent sur le tapis(2).

Mais le bon peuple Américain sait-il que ce retour des *Boys* (les derniers cependant pas avant 2015) constitue une sorte de capitulation en rase campagne ?

Un Vietnam bis qui n'ose dire son nom ?

Car c'est bien de cela dont il s'agit : négocier n'est-ce pas implicitement admettre la défaite ?

Une défaite d'autant plus cuisante qu'elle renvoie au mépris sans limites affiché par le vainqueur de 2001 quand il paradait sur les décombres fumantes de Kaboul ou devant les prétendus bunkers de Tora Bora, repaire de la tentaculaire nébuleuse Al Qaïda ?

L'Amérique est donc tout à sa liesse de voir mettre un terme (en principe) à une guerre interminable qui avait définitivement perdu tout sens. Cela grâce à un président qui est parvenu à remporter une victoire décisive sur le Mal (et subsidiairement venger l'Amérique bafouée) avec la liquidation du chef d'Al Qaïda que nul n'attendait plus... Épisode pourtant peu glorieux que l'assassinat d'un vieillard plongé dans le sommeil mais dont Obama sort auréolé, au moins aux yeux de l'Amérique ébahie par l'assaut final et victorieux lancé contre la tanière du démon ! Reste que le tueur d'un Ben Laden réputé mort dix ans auparavant - aux dires des ténors du renseignement américain - n'est qu'un vainqueur virtuel né *in vitro* dans la matrice artificielle du discours médiatique.

Convenons à ce propos, que seuls les nord-américains ont vraiment gobé la mise en scène spectaculaire ainsi que les récits grotesques et grandiloquents de l'assaut et de la tuerie nocturne d'Abbottābād. Un exploit qui, contrairement à ce qu'en ont dit la fanfare et les grosses caisses de résonance de la grande presse, a tout sauf amélioré l'image de marque des États-Unis et de ses classes dirigeantes. Encore que les citoyens américains pris en otage par une propagande médiatique harassante et une presse chambre d'écho de tous les mythes fondateurs les plus tordus de l'Amérique au XXIe siècle, commence à ne plus être tout à fait dupe par la vertu du puissant remède au mensonge que constitue Internet.

La faillite de la guerre « du fort au faible »

Bref apparemment gagnant sur le front électoral, Obama n'en est pas moins un épouvantable perdant sur tous les fronts extérieurs : Afghanistan, Irak, Libye ! Il s'agit donc pour nous, en prenant le contre-pied de Sénèque pour lequel *« le tout un chacun préfère croire que juger par lui-même »*, de pratiquer ici une opportune forme d'hygiène mentale et de relativiser à l'extrême les victoires purement imaginaires (mais subjectivement bien réelles pour l'opinion et particulièrement pour l'Américain moyen) de M. Obama dont le bilan, bien qu'en demi-teintes, n'a rien à envier à celui de Bush *Junior*.

Notons de cette façon qu'après avoir augmenté les effectifs présents sur le sol Afghan de 30 000 hommes en déc. 2009, il est assez cocasse de présenter aujourd'hui comme un courageux désengagement, à grand renfort de tambours et de trompettes, le rapatriement de 33 000 personnels d'ici l'été 2012. Un retrait à haut rendement électoral en fait, basé sur un principe analogue à celui des soldes : les prix augmentent au préalable ceci afin de rendre plus alléchant le rabais ultérieurement consenti.

Passez muscade ! Signalons également que personne dans la médiacratie occidentale ne paraît remarquer ou se souvenir (car ceux qui pourraient en parler sont soit muselés soit rendus inaudibles) que l'Administration Obama ne se prépare au mieux que revenir dans un an à son point de départ de 2009.

Ainsi, les échéances électorales aidant, de part et d'autre de l'Atlantique, et alors que l'armée tricolore en est à son 63e héros (dont 11 pour ces seuls six derniers mois !), M. Sarkozy emboîte le pas au président américain en claironnant dans la foulée - effet d'annonce oblige - que lui aussi entendait retirer nos troupes (4000 hommes) *« progressivement »*, les premiers rapatriements devant avoir lieu fort opportunément un peu avant les élections présidentielles. Un calendrier au demeurant assez vague, mais élégamment calqué sur celui de son charismatique homologue qui, mine de rien, fait son petit effet aux yeux des naïfs et des jobards qui ne se sont jamais posés la moindre question sur la nature des intérêts que nous étions censés défendre aux abords de l'Hindou Koush !?

Rappelons en passant que les Américains agissent en Afghanistan d'abord pour leur propre compte(3) (*Opération Enduring Freedom*), et qu'ils sont en même temps à la tête d'une coalition dont ils assurent le commandement par le truchement de

l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, intervention elle-même couverte par un mandat des Nations Unies. Au total la *Force internationale d'assistance et de sécurité* regroupe quelque 147 000 hommes et est supposée intervenir exclusivement (comme en Libye !) pour le « *maintien de la paix* » et la protection des populations. Ceci dit, dans tout univers orwellien comme celui où nous évoluons sans toujours bien nous en rendre compte, règne l'inversion sémantique et la *guerre* porte avec allégresse le joli nom de *paix*... 147 000 soldats en uniformes auxquels viennent s'ajouter un nombre indéfini, mais substantiel, de personnels de sécurité (euphémisme pour désigner les mercenaires et autres sous-traitants). Lesquels pullulent toujours malgré l'interdiction les ayant frappés en août 2010 après quelques sinistres bavures...

Interdiction édictée par le président Hamid Karzaï lui-même mais très vite rapportée puisqu'officiellement en décembre de la même année, 52 agences (parmi lesquelles plusieurs officines israéliennes) et 26 510 hommes d'armes étaient réautorisés sur le sol afghan aux fins d'assurer la sécurité des forces internationales, des agences de l'Onu, des agences d'aide gouvernementales afghanes, des Ong et des médias étrangers, ou directement en charge de former policiers et militaires. Ajoutons que les missions de ces « sociétés » ne s'arrêtent peut-être pas là et l'on peut supposer à bon escient qu'elles prennent également en charge la surveillance active des champs de pavot et des laboratoires de transformation appartenant à la famille(4) et aux protégés du susdit président... ainsi qu'aux *seigneurs de guerres* tôt réapparus après la chute du régime Taleb et qui ont depuis proliféré à l'ombre du parasol américain(5). Précisons que jusqu'à 2009 le gardiennage (passif il est vrai) des cultures destinées à la production d'opium et partant, à la fabrication de l'héroïne, était assumé par les forces de l'Otan elles-mêmes. Une drogue fléau de la Russie(6) et cause des ravages passés sous silence en Europe occidentale. Une autre Guerre de l'Opium en quelque sorte, qui ne dit pas son nom et cette fois, en sens inverse !

Une quadruple défaite : militaire, politique, diplomatique et morale

Bref, vu des bords de la Seine, pour un esprit indépendant, l'affaire afghane se révèle être un formidable fiasco. Cette « *guerre du fort au faible* » soi-disant remportée en décembre 2001 en écrasant sous les bombes des bandes dépenaillées de va-nu-pieds armés de pétoires, de RPG (lances roquettes anti-char) hors d'âge et de *Kalach - AK47 - home made*. De rustiques montagnards dont nous devrions - parce qu'il faut rendre à César ce qui lui appartient - admirer le courage, l'inventivité guerrière et la rage d'indépendance face aux plus puissantes armées de la planète.

Car enfin, ces barbus enturbannés, objet de tous nos mépris de nantis et auxquels M. Donald Rumsfeld refusa l'application des Conventions de Genève (notamment l'application du statut de prisonniers de guerre), devraient quelque part nous inspirer (de prime abord moralement parlant) si nous voulons entamer la reconquête de nos libertés ? Des libertés concrètes que les pouvoirs dits républicains nous troquent contre la monnaie de singe de la grande Liberté virtuelle abondamment produite par l'inflation verbale des démagogues qui nous mènent par le bout du nez, droit à l'abîme, de crise en crise, de guerre en guerre. Pour nous résumer, l'Afghanistan représente pour l'Amérique et pour l'Occident tout entier qu'elle traîne derrière elle, une quadruple défaite. Militaire en premier lieu : à partir de 2004, le temps de sidération passé, les Résistants (entendez les Pachtounes) reprennent du poil de la bête et s'inspirant des guérillas menées par la résistance irakienne commencent à regagner du terrain, cela jusqu'à contrôler aujourd'hui les deux tiers du territoire afghan portant même la guerre au cœur même de sa capitale. Rien n'y fait, ni les bombardements massifs, ni les drones tueurs (répondant aux doux noms de Predator et d'Hellfire – Feu de l'enfer) qui franchissent de plus en plus fréquemment la frontière du Waziristân et portent la foudre dans les Zones tribales pakistanaises... ou sur des civils innocents, rebaptisés *dommages collatéraux*. La messe est dite et les armées occidentales se retirent maintenant sur un deuxième échec politique celui-là : leur impuissance à construire en Afghanistan un État autonome viable...

Mais comment un État décalqué du modèle nord-américain et recollé sur un pays partiellement démembré et déstructuré, où les communautés ont été dressées les unes contre les autres, pourrait-il espérer survivre au départ de ses garde-chiourmes occidentaux ? C'est par principe dogmatique que les stratèges de Washington contrarièrent le retour de la monarchie... certes abolie depuis 1973 avec l'installation la République à l'initiative du prince Daoud Khan. Celle-ci sera vite remplacée, en déc. 1979 par un régime communiste qui reprenait cependant et consolidait certaines libertés prévalant sous les rois afghans. Une monarchie qui ne demandait qu'à renaître étant reconnue et tacitement acceptée par tous, mais à laquelle Washington, par un inepte sectarisme, préféra un fantoche élu et légitimé à l'occasion de simulacres électoraux passablement consternants. À ce propos quelques chiffres parfaitement éloquentes : en 2009, 113 000 soldats étrangers environ dont 71 000 américains faisaient semblant de tenir le pays. Un an plus tard leur nombre était passé à 147 000. Pourquoi, je vous le demande ? En juin 2010, le Pentagone déclarait que les *insurgés* Résistants « *contrôlaient en partie le sud, le centre et le nord du pays* ». L'est étant sous influence iranienne, que restait-il alors à la coalition ? Une armée autochtone prête à prendre la relève ? Mais quelle armée ? Et bien une armée autochtone prête à prendre la relève.

Mais qu'en est-il réellement ? Actuellement l'armée afghane devrait compter 171 600 militaires, ses effectifs devant atteindre plus tard un plafond fixé à 240 000 personnels. En octobre 2010, la police afghane, elle, comprenait officiellement, 109 000 policiers et il était prévu de la porter également à 240 000 hommes. Ceci corrigeant cela, il faut savoir que l'armée en réalité fond plus vite qu'elle ne s'accroît en raison d'un invraisemblable taux de désertion, surtout dans les unités de combattantes. Traduit en langage vulgaire cela signifie que les contribuables américains et européens payent de leurs deniers la formation des Résistants qu'ils affrontent ensuite sur le champ de bataille : sur 25 000 hommes recrutés de 2003 à 2005, 18 000 sont à présent portés manquants ; en 2009, 25 % des unités susceptibles d'être envoyées en première ligne ont de ce point de vue dû être remplacées.

En trois, une cuisante défaite diplomatique : l'assassinat d'un Ben Laden, réel ou supposé, était censé clore le volet afghan de la guerre anti Terroriste. Au contraire d'applaudir à ce magistral tombé de rideau, le Pakistan mauvais joueur s'est offusqué de la violation de son espace aérien et plus encore de sa souveraineté par les furtifs commandos américains ! Islamabad, décidément mal embouchée, commence à prendre au sérieux le risque jusque là virtuel, d'une attaque générale contre ses sites nucléaires en cas de crise majeure ou de montée aux extrêmes des mouvements islamistes. Les *supercopters* – des « Faucons noirs » dopés – à long rayon d'action ont en effet démontré à l'occasion de la tuerie d'Abbottābād que la marine américaine possédait vraiment la capacité d'une attaque surprise des sites stratégiques pakistanais. Adossé à la Chine, le Pakistan s'est

donc aussitôt vu secouru par un Pékin courroucé, lequel adressa à Washington par retour de courrier un sévère « avertissement » (parfaitement passé inaperçu aux yeux de nos formidables gens de presse)... Bref, un froid sensible s'est installé entre une nouvelle Asie de plus en plus sûre d'elle et une Amérique pleine de rage, en proie à une forme inédite de confusion mentale. Au total l'opération hollywoodienne de liquidation du chef d'Al Qaïda a peut-être réjoui les chaumières du Middle West et l'homme de la rue, mais elle s'est soldée par un regain de tension dans une zone géopolitique déjà hautement sismique (Formose, la Corée du Nord, la Birmanie) et un raidissement des puissances émergentes régionales dont les peuples et les nations du monde se seraient bien dispensés. Enfin, quarto, une affreuse défaite morale : que reste-t-il du « Rêve américain » après les camps de concentration et de tortures institutionnalisées de Guantanamo, Bagram et Abou Graïb ? *In fine*, les massacres, ceux de convois de prisonniers ou encore l'écrasement sous les bombes de la prison forteresse de Kalat i Jambi où *les prisonniers du champ de bataille* s'étaient révoltés et dans laquelle l'on a retrouvé dans les caves inondées, encore vivant, le pitoyable Taleb américain John Walker, auront plus fait pour disqualifier moralement l'Amérique que toutes les crises financières pourtant génétiquement programmées par la système néolibéral, le modèle de la démocratie anglo-saxonne et les Likoudniki des *think tanks* riverains du fleuve Potomac.

C'est de cette dernière défaite et de nulle autre dont l'Amérique, en tant que mythe ne se relèvera pas. Mais parce que le mensonge et l'illusion portent la guerre comme la nuée porte l'orage, craignons cependant la vindicte du Dieu Dollar agonisant. Grâce au ciel il nous reste encore quelques marchands sable pour nous endormir dans la paix du Seigneur... Et ceux-ci occupent les sommets de la bonne gouvernance ! De cette façon, et pour ne pas conclure, méditons le commentaire proprement panglossien(7) qu'inspire la débâcle afghane aux caciques de l'Institut français des Relations internationales (Ifri) : « *Il est clair que ce retrait est l'aveu d'un échec. Néanmoins, même si les effets à long terme de l'intervention mettront longtemps à apparaître, l'Afghanistan va inexorablement changer, en s'intégrant dans les flux mondiaux. Pour les résistants, c'est une victoire tactique, mais à long terme, ils ont perdu. Ils ne pourront pas continuer éternellement cette fermeture du pays. Finalement, l'intervention n'aura pas été inutile* ». On ne saurait finalement mieux dire...

1- Résistants et le pluriel de Taleb, étudiant en théologie. Ceux que l'on nome Résistants sont en réalité les Pachtoune, ethnie indo-européenne dominante (38%) parlant une langue très proche du persan et qui a embrassé le Wahhabisme, forme rigoriste de l'Islam et religion officielle de l'Arabie saoudite. Le Wahhabisme, religion du désert, prône la Salafiya, à savoir un mode de vie à l'imitation de celui du Prophète : barbe, turban noir, puritanisme excessif des mœurs. De ce point vue la guerre livrée aux Résistants revient à faire la guerre aux Pachtoune au profit des ethnies concurrentes peuplant les vallées de l'Hindou Koush : Hazaras (24%), Tadjiks (25%), Ouzbeks (7%) et Turkmènes (1,5%).

2- Dès juillet 2010, au moment WikiLeaks rend public quelque 92 000 documents militaires, l'Administration américaine, parvenue à la conclusion que désormais « *la solution militaire n'existe plus* », prend les devants et laisse entendre qu'elle serait prête à négocier avec la résistance afghane (The Guardian/Le Monde 19 juil. 2010).

3- Opération Enduring Freedom. C'est nom générique donné à toute une classe d'interventions armées notamment aux Philippines, en Kirghizie, dans la Corne de l'Afrique, dans la bande sahélienne de l'ancien Soudan français et dans le grand sud algérien, etc.

4- Le New York Times du 27 oct.09 met en cause Ahmed Wali Karzaï, frère du président et accusé de participer au trafic de l'opium et de ses dérivés. Celui-ci aurait été par ailleurs rémunéré par la CIA entre autres pour le recrutement d'une formation une force paramilitaire opérant sous ses ordres dans la région de Kandahar, ancien bastion de Mollah Omar.

5- Narco-État l'Afghanistan libéré du joug wahhabite incarné brièvement par Mollah Omar, Émir al-Muminim, avait vu sa production d'un coup de fatwa (décret religieux – en théocratie la loi temporelle n'existant pas) et d'un seul, passer de 4500 T avant la prise du pouvoir par le Commandeur des croyants à 180 T lors de la chute de l'Émirat islamique (qui sortait à peine de vingt ans de guerre) écrasé sous les bombes libératrices de la croisade antiterroriste. Aujourd'hui, sous la férule conjuguée de Washington et de Bruxelles (siège de l'Otan) la production avait atteint en 2008 le niveau très honorable de 8200 T soit 95 % de la production mondiale. Aujourd'hui elle serait en décroissance rapide, au moins sur le papier !

6- La Russie tient la première place mondiale pour la consommation et le trafic d'héroïne, essentiellement afghane (les filières du Triangle d'Or étant partiellement taries). Chaque année ce sont ainsi 75 à 80 T qui y transitent pour une valeur de 18 milliards de \$. Avec pour conséquences visibles 356 décès par jour, soit 130 000 morts par an dus à la consommation d'héroïne, et 120 000 délinquants et criminels incarcérés en lien direct avec le trafic de drogue (d'autres statistiques moins catastrophiques font seulement état d'une centaine de morts quotidiens).

7- Pangloss personnage du Candide de Voltaire pour lequel « Tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes » !

1. [Léon Camus](#)
11 juil. 2011
2. <http://www.geopolintel.fr/article376.html>

6-3 Guantanamo : Les dossiers

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage certaines analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

De Guantanamo à l'Irak, Dick Cheney ne regrette rien.

L'ancien vice-président de George W. Bush justifie, dans ses Mémoires, le recours aux interrogatoires

musclés . . .

Dick Cheney n'a aucun regret, ni sur la guerre en Irak ni sur les méthodes d'interrogatoire musclées. En 2007, il aurait même volontiers bombardé la Syrie. En revanche, le «faucou» de l'Administration Bush a quelques comptes à régler avec ses ex-collègues.

L'ex-vice-président le plus influent de l'histoire récente des États-Unis a publié ses Mémoires intitulés *In My Time*, mardi, aux États-Unis. À l'heure où Barack Obama met en pratique sa doctrine multilatéraliste en Libye et en Syrie, Dick Cheney, lui, continue de défendre vigoureusement la politique étrangère américaine des années Bush, de 2001 à 2008. Dans son autobiographie de 565 pages coécrite avec sa fille Liz, le prédécesseur de Joe Biden écrit: «Pourquoi s'excuser alors que les Britanniques avaient bien déclaré que l'Irak cherchait à se procurer une quantité importante d'uranium en Afrique? Les 16 mots étaient vrais.»

Simulation de noyade

Jouant avec les mots, Dick Cheney fait référence à la petite phrase prononcée par le président Bush dans son fameux discours sur l'État de l'Union, en janvier 2003. L'Administration avait alors monté en épingle l'affaire de l'uranium devant lui servir de justification morale pour envahir l'Irak. Elle a plus tard officiellement regretté «ces 16 mots». Dans ses propres Mémoires publiées en 2010, George Bush a écrit avoir eu la «nausée» lorsqu'il a découvert qu'il n'y avait pas d'armes de destruction massive en Irak. Revenant sur les simulations de noyades contre les détenus soupçonnés de terrorisme, comme il l'a toujours dit depuis son départ du pouvoir, Dick Cheney estime que Barack Obama devrait continuer cette pratique «efficace». Sur Guantanamo, il se dit «heureux de noter» que le président n'a toujours pas fermé la prison. Sur le 11 Septembre, à l'en croire, c'est lui qui fut derrière l'ordre d'abattre tout avion civil posant une menace. George Bush avait pour sa part revendiqué cette initiative.

Sur la Syrie, Cheney raconte comment il se désolait en 2007 de voir un George Bush de plus en plus influencé par les partisans de la voie diplomatique. Il avait encouragé en vain le président à faire bombarder un réacteur nucléaire, lequel a depuis été détruit par Israël. «J'étais seul à penser cela. Quand j'ai eu fini de parler, le président a demandé: "Quelqu'un est-il d'accord?" Personne n'a levé la main.»

Dark Vador

Mais c'est lorsqu'il décrit ses anciens collègues que Dick Cheney est le plus vindicatif. Il accuse Colin Powell, le secrétaire d'État de 2001 à 2005, d'avoir saboté en coulisses la politique de George Bush en Irak en faisant fuiter des informations embarrassantes dans la presse. Dans ses propres Mémoires, George Bush n'avait pas caché ses désaccords avec Colin Powell jusqu'à la démission de ce dernier en 2005. Dick Cheney est également très acide avec celle qui a succédé à Powell, Condoleezza Rice: une secrétaire qu'il a jugée «naïve» sur la Corée du Nord.

L'ancien patron de la CIA, George Tenet, en prend aussi pour son grade pour avoir démissionné «quand ça devenait sérieux» en 2004. Interviewé mardi matin sur NBC, Cheney n'a pas enfin caché sa satisfaction d'être toujours surnommé «Dark Vador».

<http://www.lefigaro.fr/international/2011/08/30/01003-20110830ARTFIG00613-de-guantanamo-a-l-irak-dick-cheney-ne-regrette-rien.php>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19